



SNCL infos

SNCL INFOS n° 9 du 12/01/09 au 25/01/09

Editorial

L'échec de la méthode DARCOS



Plus qu'une concession au réalisme, le report de la réforme des lycées marque non seulement une première reculade sur un dossier éducatif mais surtout l'échec de la méthode Darcos ainsi que les limites de la conception ministérielle du « dialogue social ».

La mise en œuvre des orientations budgétaires (13 500 fermetures de postes à la rentrée 2009 s'ajoutant aux 44 600 fermetures intervenues de 2003 à 2008) arrêtées par le gouvernement impose de répartir ces fermetures massives de postes sur l'ensemble du système éducatif.

Pour mieux faire passer la pilule, le ministre affiche une volonté « réformatrice » qui couvre tous les cycles de l'enseignement afin de donner un habillage éducatif aux coupes sombres budgétaires : réformes à l'école, réforme de la voie professionnelle, réforme des lycées...

Chacun conviendra que « Géo Trouvetout » est plus populaire qu'« Oncle Picsou ».



Mais ces réformes doivent paraître négociées.

Une concertation réduite est conduite au pas de charge (respect des contraintes budgétaires oblige) et se termine le plus souvent non par une solution de compromis mais par le passage en force des décisions ministérielles préparées dès l'origine.

Ce « réformisme » à la mode hussarde n'exclut pas l'utilisation de stratégies plus sophistiquées. Ainsi, seuls les syndicats se reconnaissant dans les principes de base définis unilatéralement par le ministre sont admis à la table des négociations.

Plusieurs syndicats se sont résolus à cautionner des « principes » qu'ils ne partageaient pas, simplement pour être associés aux négociations !

Cette caution est ensuite largement utilisée par le ministre pour minimiser les désaccords et faire croire à un consensus qui n'existe pas, comme le montre la contestation persistante dans le premier degré et dans l'enseignement professionnel.

Le déroulement de la « négociation » sur la réforme des

lycées est encore plus révélateur.

Après un ensemble d'auditions, de rapports intermédiaires, quelques grains de sable sont venus gripper la belle machine ministérielle pourtant bien huilée.

Ce fut tout d'abord la sévère critique du volet scientifique de la réforme par l'académie des sciences (excusez du peu) venant en appui des analyses du SNCL et des associations de spécialistes.

Premier recul du ministre devant un passage en force initialement programmé, mais qui ne prévoyait pas l'intervention de l'académie des sciences.

Scénario voisin pour les sciences économiques et sociales : second grain de sable et nouveau recul.

Ce fut enfin la mobilisation grandissante des lycéens.

Or, chacun connaît le fort capital de sympathie dans l'opinion des manifestations lycéennes ou étudiantes ainsi que les conséquences sur une carrière politique (syndrome Devaquet) ou même l'avenir d'un gouvernement jugé responsable d'une bavure policière ou d'un grave accident corporel.

Devant les risques de manipulation, l'implication d'éléments extérieurs violents incontrôlables et les possibilités de dérapage qui en découlent, le ministre Darcos a été prié de reprendre et de revoir sa copie.

Ce recul du ministre traduit donc bien l'échec d'une méthode, qui s'avère dans tous les cas dangereuse, basée sur un déficit de dialogue, la prééminence des rapports de force et non sur l'écoute, la recherche de compromis.



Mais rien ne garantit que le ministre saura tirer les conséquences de cet échec et que les annonces qui seront ultérieurement faites tiendront davantage compte des positions défendues par les syndicats qui représentent la très grande majorité des enseignants des lycées.

Nous rappelons donc nos demandes par écrit au ministre et nous maintenons le contact avec les associations de spécialistes ainsi qu'avec les autres organisations syndicales sur ce dossier.



Marc GENIEZ

Réforme de la voie professionnelle

Suite aux dernières annonces ministérielles dans lesquelles aucune des dispositions nécessaires à un bon fonctionnement de la réforme de la voie professionnelle n'est présente et où la priorité est manifestement donnée aux économies budgétaires, les organisations syndicales CGT Educ'action, SNUEP, SNEP et SNETAP-FSU, SNLC-FO, SNALC, SNCL-FAEN, SUD Education ont fait parvenir à la presse le communiqué commun que vous trouverez ci-après.

Communiqué de presse

M. Xavier Darcos doit aussi suspendre la réforme de l'enseignement professionnel !

« Les organisations syndicales CGT Educ'action, SNUEP, SNEP et SNETAP-FSU, SNLC-FO, SNALC, **SNCL-FAEN**, SUD Education, s'adressent au Ministre de l'Education pour lui demander de suspendre immédiatement la réforme de l'enseignement professionnel.



Ces organisations réaffirment leur opposition totale à la suppression des sections de BEP et à la généralisation du Baccalauréat professionnel en 3 ans pour la rentrée 2009.

Les différents arrêtés soumis au Conseil Supérieur de l'Education ont été majoritairement rejetés. Le Ministre de l'Education doit donc en suspendre la publication et ouvrir de véritables négociations. Les élections professionnelles de décembre ont montré l'opposition des personnels à cette réforme et elles ont conforté les organisations syndicales qui la combattent.

L'enseignement professionnel mérite mieux. Cette réforme, dont la logique est d'accompagner les suppressions massives de postes dans les lycées, se fait dans la précipitation, une grande confusion et beaucoup d'incohérences. Rien n'est prêt pour permettre aux élèves, terminant cette année leur cycle en collège, de choisir correctement leur orientation : CAP ou Baccalauréat, qui va décider et comment ? Depuis plus d'un an, élèves, parents dénoncent les dangers de cette réforme.

C'est pourquoi ces organisations ont décidé de solliciter, ensemble, une rencontre, dans des délais rapides, avec le Ministre de l'Education. Elles veulent lui faire part de leurs désaccords, obtenir la suspension de cette réforme et la reprise des discussions sur la voie professionnelle comme il vient de le faire pour la voie générale du lycée.

Ces organisations appellent les personnels à se mobiliser massivement, notamment lors de la journée nationale de grève et de manifestations du 29 janvier ».



Paris, le 9 janvier 2009.

Boycott des vœux présidentiels

Les conflits se multiplient entre le ministère et différentes catégories de personnels de l'Education Nationale, concrétisant l'échec de la méthode DARCOS.

Dans ce contexte, et pour marquer leur profond désaccord, **six fédérations de l'Education Nationale, dont la FAEN, ont décliné l'invitation du Président de la République** à sa présentation des vœux aux « acteurs de l'Education » le 12 janvier à Saint Lô (50).

Elles ont informé la presse de leur décision par un communiqué dont vous trouverez ci-dessous le texte.

Communiqué commun

« Les fédérations syndicales de l'éducation FAEN, FERCCGT, FNEC-FP-FO, FSU, SGEN-CFDT et UNSA Education ont décidé unitairement de ne pas se rendre à Saint-Lô le lundi 12 janvier à l'invitation du président de la République pour ses vœux aux acteurs de l'Education.

Elles soutiennent les personnels qui manifesteront à cette occasion, à l'initiative de leurs sections locales, pour s'opposer à la politique menée par le gouvernement dans tous les domaines de l'Education.

Elles ont aussi décidé de présenter ensemble, à l'occasion de la nouvelle année, leurs vœux 2009 pour l'Education, lors d'une conférence de presse ».

La FAEN, qui souhaite que les organisations syndicales utilisent aussi **des actions alternatives à la grève**, se retrouve pleinement dans cette modalité.

Elle traduit en effet clairement **le profond mécontentement des personnels** et de leurs organisations syndicales devant **des « réformes » qui conduisent au démantèlement du service public d'éducation**.

Le discours du Président de la République renferme certes quelques belles envolées lyriques, mais 20 mois après son accession à la tête de l'Etat, nous sommes en droit d'attendre autre chose que des déclarations de principe que les actes contredisent le plus souvent.

Certes "L'avenir d'un pays tient à la place qu'il soit donner à ses jeunes. Ou plus exactement aux opportunités qu'il sait leur offrir pour qu'ils se fassent eux-mêmes leur place".

Certes "Les jeunes sont plus souvent confrontés à des postes qui se ferment qu'à des perspectives qui s'ouvrent". Encore faudrait-il que le gouvernement ouvre les portes dont il a la clé au lieu de les fermer.

C'est ce que penseraient les jeunes au moins titulaires d'une licence qui ont fait des études pour se construire eux-mêmes « une place » d'enseignant, et qui ne seront pas recrutés en raison de la politique gouvernementale de non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant en retraite, qui leur aura « fermé la porte » au lieu de la leur « ouvrir ».